



DOSSIER

MENER LA BATAILLE DES IDÉES

Parce que l'actualité a remis brutalement la question au centre du jeu, nous devons la regarder en face : l'extrême droite progresse inexorablement sur le plan électoral et dans la bataille des idées. Si notre camp syndical veut renverser la tendance, c'est sur le terrain de la lutte syndicale qu'il doit oeuvrer en mettant l'accent sur nos revendications et notre projet d'École. C'est à ce prix, et par ce travail de terrain et de pédagogie, que nous pourrions démasquer l'extrême droite aux yeux de ceux et celles qui sont tentés·es d'y voir des solutions simplistes à des problématiques complexes.

Dossier coordonné par Christine PAU et Jérôme SINOT

Faire gagner nos idées

Dépourvu d'idées, Macron s'en est remis à Blanquer sur la question éducative. Celui-ci a sauté sur l'occasion d'appliquer son programme réactionnaire : pédagogies encadrées, mise au pas des personnels (répression...), démantèlement des bacs et de la voie pro... Mais pour gagner les voix d'extrême droite, Macron est allé plus loin en épousant certaines idées d'extrême droite. bercé par le ronron médiatique, le débat sur l'École se fait désormais quasi uniquement sur les thèmes portés initialement par le RN et repris par les gouvernements macronistes successifs.

Les acteur·trices du monde de l'Éducation sont jeté·es en pâture dans des débats sans fin (et surtout sans fond) sur la «restauration de l'autorité», le «wokisme» et l'«islamo-gauchisme» (censés être prégnants dans l'Éducation nationale), l'instrumentalisation de la laïcité, les élèves perturbateur·trices à exclure, le tri des élèves (qui ralentissent les meilleur·es), le collège unique porteur de tous les maux...

Cette porosité avec l'extrême droite n'est plus à démontrer et Attal, alors ministre de l'Éducation, ne prend même plus la peine de se positionner contre les actions violentes du groupuscule zemmouriste Parents vigilants.

Pour être audibles face à cette contagion, mais aussi gagner une autre École, nous devons absolument remettre au centre des débats nos analyses et revendications. **Si l'École est en difficulté, ce n'est ni la faute de la massification (et encore moins de l'immigration), ni de celle d'une supposée dérive des pratiques pédagogiques.**

Nous devons porter et populariser nos idées : sur les moyens (salaires et reconnaissance des personnels, nombre de postes, investissements dans le bâti scolaire et gratuité de la scolarité), mais aussi sur le fond celles qui feront de l'École une École aux antipodes d'un simple outil d'insertion professionnelle, une École égalitaire (socialement, culturellement) sans discrimination, qui construit du collectif face à l'individualisme ; celle d'un Service public libéré de l'enseignement privé aux objectifs moraux et économiques condamnables.

C'est ce corpus que nous devons réengager avec nos collègues, les familles et usager·ères de l'École, mais aussi l'opinion publique. C'est comme cela que nous ferons reculer les idées réactionnaires qui gangrènent l'École et la société.

Jérôme SINOT

Lycée pro, le RN dans les pas de Macron

Le RN s'exprime peu sur les questions de formation professionnelle... et pour cause, ses positions épousent les réformes actuelles : place renforcée de l'entreprise, sélection sociale et scolaire, volonté de fournir de la main-d'œuvre aux entreprises qui peinent à recruter. Le mythe de l'entreprise formatrice doit être battu en brèche.

Formation, qualification, émancipation

En effet, l'entreprise est discriminante et ses impératifs de productivité inadaptés à la formation des jeunes. Les élèves y sont victimes d'accident du travail, surexposés aux risques et parfois l'objet de VSST.

Au contraire, pour la CGT Éduc'action il faut diminuer les PFMP. Les valeurs émancipatrices de la formation doivent

être réaffirmées et celle-ci doit garantir une insertion professionnelle qualifiante et des possibilités de poursuites d'études.

Pour cela, il faut **revenir sur les réformes Blanquer-Macron** pour redonner du temps disciplinaire et de la culture générale et technique aux élèves.

Il faut **revenir à des diplômes reconnaissant la qualification** et en finir avec les compétences qui favorisent l'individualisation de la relation salariale.

La voie pro doit être plus attractive. Pour cela il faut **lutter contre l'orientation précoce, genrée et subie** notamment en combattant toutes les discriminations et en ouvrant de nouvelles filières répondant aux enjeux écologiques, numériques, industriels et aux besoins sociaux.

Philippe DAURIAC

Continuer à combattre les idées d'extrême droite...

Le RN progresse fortement électoralement et leurs candidat-es se sont qualifié-es presque partout au second tour des législatives, en échouant parfois de peu. Le répit gagné nous impose de ne pas le gâcher : plus que jamais, nous devons combattre le RN et ses idées !

Comme l'a rappelé l'intersyndicale Éducation le 12 juillet, il faut combattre le terreau sur lequel l'extrême droite prospère et pour cela lutter contre les politiques menées qui affaiblissent les services publics et engendrent la désespérance sociale.



Rappelons sur nos lieux de travail et de vie que **l'extrême droite est l'ennemie des travailleur-euses**. Pour le RN, la hausse des salaires passe par l'exonération de cotisations patronales, ce qui revient à détruire le salaire socialisé et la

... dans l'unité syndicale

Sécurité sociale. Le RN a voté contre la taxation des yachts et jets privés, contre une taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'euros, contre l'augmentation de la TVA sur les produits de luxe...

Collectif Racine, «Parents vigilants»..., **l'extrême droite fait de l'École un champ de bataille**. Développement de l'apprentissage, tri social : le projet du RN est à l'opposé du nôtre. C'est pour cela que la lutte contre l'extrême droite est une constante à la CGT... et un combat qui se mène aussi dans l'unité syndicale. Fin septembre, les États généraux de VISA seront l'occasion de faire le point sur cet outil unitaire.

Yannick BILIEC

Gratuité de l'École : une nécessité de justice et d'égalité

Comme à chaque rentrée, le marronnier de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) revient avec son lot de caricatures, de contre-vérités, de mépris de classe et de racisme social. L'omniprésence de ce sujet dans les médias sert avant tout à cacher le coût de l'école, particulièrement pour les familles qui ont les revenus les plus faibles, celles-là même pointées du doigt dans les médias réactionnaires.

Des frais exorbitants

Si cette allocation couvre une grande partie des dépenses de rentrée, c'est loin d'être le cas pour celles tout au long de l'année : transport, restauration scolaire, assurances, activités périscolaires, sorties et voyages pédagogiques, internat, réassort de matériel, équipements (matériel technique, numérique, habillement) ...

C'est entre 1500 € en moyenne en primaire et plus de 2000 € au lycée que les familles doivent dépenser pour assurer une scolarité correcte à leurs enfants chaque année. Un coût exorbitant pour bon nombre de familles.

■ Inégalités

Les familles les plus impactées par ce «*coût*» de l'École sont bien entendu les plus pauvres. Plus le revenu moyen d'une famille est faible, plus le coût de la scolarité est important : ce devrait être l'inverse !

Cette injustice vient en grande partie des inégalités créées par le financement de l'École par l'État et les collectivités. Certaines mettent la main à la poche (matériel en LP, fournitures scolaires, transports gratuits...). Mais ce n'est malheureusement pas le cas partout. **Pour rappel, l'État ne finance que 65% de l'enseignement primaire** (dont 80% sert à rémunérer les personnels publics et privés) laissant ainsi une part importante aux collectivités territoriales (32%) et 3% aux familles.



Ce financement territorial inégal crée, de fait, des inégalités de traitement. Ici, des enfants sont privés d'un repas sain et équilibré. Ailleurs, on restreint le choix des formations face aux coûts des internats. Plus généralement on offre des conditions d'accueil bien différentes selon où l'on vit.

Des aides existent (bourses, pass-sport, réductions d'impôts...), mais elles sont largement insuffisantes et critiquables : certaines dépendent des revenus (excluant ainsi un couple au SMIC) et supposent une recherche d'informations ou la constitution de dossiers qui peuvent s'avérer particulièrement excluantes.

Quant aux réductions d'impôts, elles ne concernent que les contribuables et ne bénéficient donc pas aux plus précaires.

Pour offrir un égal accès à l'éducation émancipatrice que l'on souhaite à nos élèves et gommer les inégalités sociales, l'État doit reprendre la main sur le financement et mettre les moyens nécessaires pour que l'École gratuite ne soit pas qu'un slogan sans réalité concrète.

Lambert FURNEL

Contre la politique réactionnaire, défendons notre liberté pédagogique...

Renforcement de l'autorité, groupes de niveau, uniforme, SNU... la doctrine qui guide les choix politiques de nos dirigeant-es pave le chemin de l'extrême droite. Des axes pour résister et construire un autre projet d'École et de société existent, n'hésitons pas à nous en servir.

... et nos pratiques collectives

Exerçons notre liberté pédagogique : qu'il s'agisse de la généralisation des évaluations nationales ou de l'auto-évaluation des établissements, l'objectif est un pilotage par des indicateurs dont la pertinence n'est jamais questionnée ni discutée avec les acteur-trices de l'École. Or, cette méthode met les élèves, les lieux d'apprentissage et les personnels en concurrence et nourrit ainsi l'idéologie poursuivie par l'extrême droite.

Couplée au projet de labellisation des manuels et à des pratiques managériales agressives, elle vient rogner les marges de manœuvre des enseignant-es, provoque le repli sur soi, la perte de sens.



Le découragement peut alors faire de nous des proies faciles face à des discours incantatoires sur l'autorité et le retour à l'ordre vantés par l'extrême droite.

Pour contrecarrer cette dynamique, défendons notre liberté pédagogique pour opérer nos choix de supports, de méthodes et planifier notre enseignement en fonction de nos objectifs et de nos élèves. L'évaluation doit être un outil pour faire progresser, pas un instrument de contrôle et de sélection généralisée.

Reprenons également la main sur l'organisation de notre travail : questionnons nos pratiques communes, utilisons les temps de réunion pour construire des projets exigeants répondant aux besoins des élèves et visant leur émancipation.

Luttons contre une École réactionnaire : par sa politique de «*retour à l'ordre*», le ministère fait la courte échelle au RN (loi Rihac donnant aux directeur-trices des prérogatives hiérarchiques, déclarations sur l'autorité des enseignant-es, cinéma de la «*pause numérique*»...).

Le projet d'une École réactionnaire ancrée dans un tri social de plus en plus précoce s'approfondit : après la réforme du lycée et l'accès sélectif à l'université, le curseur se déplace désormais au collège avec les groupes de niveau et la «*prépa seconde*» pour les élèves ayant échoué au DNB.

Pourtant, **l'École doit se donner les moyens d'outiller les élèves pour qu'ils-elles ne soient pas les proies d'idéologies réactionnaires, du relativisme et donc, des idées d'extrême droite.** Cela passe par la mise en œuvre de pédagogies coopératives, d'échanges de pratiques, ou encore la (re)création de collectifs de travail sécurisants avec droit à l'erreur pour les élèves comme les profs... Enfin, la démocratisation scolaire implique de maintenir un niveau d'exigence élevé pour toutes et tous, et d'adapter les pratiques pédagogiques et les moyens.

Aude MARIN LA MESLEE et Rémy REYNAUD